

HADOPI CLARIFIE LES CHOSSES : NOS POLITIQUES ONT DÉMISSIONNÉ !

LE 13 AVRIL 2009 ADMIN

Pour la première fois de l'histoire politique en France un débat touchant aux libertés numériques à été diffusé et commenté en direct et gratuitement face à une "masse" de "citoyens" suffisamment importante pour qu'en sorte intelligence collective et influence. Des députés qui n'y connaissent à peu près rien ont bossé (Martine, puisque tu nous lis, [...])

Pour la première fois de l'histoire politique en France un débat touchant aux libertés numériques à été diffusé et commenté en direct et gratuitement face à une "masse" de "citoyens" suffisamment importante pour qu'en sorte intelligence collective et influence. Des députés qui n'y connaissent à peu près rien ont bossé (Martine, puisque tu nous lis, bravo !) ils ont été assidus et ont mis sur la table à peu près tous les points du problème nouveau posé à la Nation.

Ces députés sont moins d'une vingtaine. Ils représentent moins de 10% de l'Assemblée nationale. Le reste des représentants du peuple français a chômé. 90% de l'Assemblée, tous bords confondus, ont été absents et n'ont pas rempli leur devoir. Le gouvernement a une part de responsabilité, en refusant de fixer des votes solennels, mais ni le soucis ni l'enjeu ne sont là.



Nous ne sommes plus représentés. Cette situation décrite ci-avant n'est pas neuve, beaucoup l'on dénoncé de longue date et je n'ai jamais tue mon écœurement (qui explique en partie pourquoi je ne vote pas). Ce qui est neuf c'est que face au silence jusque-là assourdissant des médias nous avons été des millions à avoir accès à la réalité des débats et des informations, des dizaines de milliers à nous investir sur ce combat majeur. Et des milliers à épier tous les échanges, à décrypter, relayer et commenter en remettant aussi souvent que possible en perspective tous les éléments politiques, économiques et culturels, nous recommandant mutuellement et efficacement les meilleures ressources disponibles.

Twitter n'y est pas pour rien, mais avant cela le live de l'Assemblée Nationale sur Internet. Rappelons que si les débats en Guadeloupe avaient pu se dérouler dans de bonnes conditions entre gouvernement et LKP c'est en particulier car ils avaient été filmés du début à la fin – ceci est un acte démocratique considérable à reproduire et imposer.

Ils ont démissionné "face caméra". Avec leurs seuls sièges vides pour plaider.

Hadopi en s'attaquant à la substantielle moelle du web (la liberté et l'abondance) a accéléré un processus de toute façon en cours. La démission du pouvoir a été caractérisé et demeurera gravée.

Une loi qui portait gravement atteinte aux libertés numériques, était au demeurant techniquement inapplicable, allait couter sans doute plus d'une dizaine de millions d'euros en n'apportant pas un seul centime d'euro à aucun artiste (c'est d'ailleurs la seule certitude absolue dans sa mécanique – contrairement à la licence globale pour laquelle je me bats avec vigueur) a été l'objet d'un coup de flibusterie de quelques députés zélés au rideau aisé. Plus encore, cette loi n'est pas passée à ce jour (et passera quoi qu'il en soit pour n'être jamais appliquée) par le seul fait que l'Assemblée Nationale, le véritable lieu du débat public et de la construction de notre environnement légal, fut vide. Vide à en crever.

Alors attendez-vous, cher français, à devoir installer des mouchards sur vos ordinateurs, à ce que vos ados n'aient plus accès à la culture (vu le prix du CD ou de la

place de ciné) ou plus certainement entrent massivement dans l'illégalité et à continuer de vous contenter d'être interrogé une fois l'an sur tel ou tel élu qui ne vous représentera pas s'il doit siéger dans une assemblée. Les Assemblées, ça craint, sans doute.

Hadopi clarifie les choses. Oui. Nos politiques ont démissionnés. Ils peuvent faire tous les sourires du monde au G20, laisser bruler une cité à Strasbourg pour dénoncer la violence de quelques cagoulés, tous nous assimiler à des pirates : ils n'ont plus l'autorité que leur accordait leur légitimité de représentants républicains. Ils ne représentent plus, pour l'essentiel d'entre-eux, que des intérêts particuliers – et d'abord les leurs. De longue date. Et maintenant, sous nos yeux en "live".

Ils nous vendent une crise économique, mais c'est la crise de leurs choix politiques, celle de leur renoncement aussi, celle de leur impuissance coupable et celle d'un déni de démocratie que nous voyons lamentablement se dérouler sous nos yeux (et nos tweets) qui se joue-là.

MAJ : Doit-on trouver normal que la loi puisse être faite en présence de moins de la moitié – au moins – des députés ?

MAJ 2 > à lire à ce sujet, **Rejet de la loi Hadopi : où étaient les 541 députés absents** ? Par Paul Quilès sur Rue89

–

Image d'après **Richard Ying, pour lePost, mars 2009**

> photo et bafouille sous Creative Commons.